

FONCTIONNEMENT ET ATTRIBUTIONS DU CSE

Formation Économique des membres du CSE

ifdSp

institut de formation
en droit social de Paris

Au cœur du droit, au service des élus

TARIF INTER : **1750 €^{NET}**

Tarif par personne pour l'ensemble de la formation incluant le repas du midi.

TARIF INTRA : **SUR DEVIS**



Formation Économique des membres du CSE

La formation économique des membres de la délégation du CSE constitue un outil indispensable pour tous les élus qui entendent s'approprier et conduire efficacement leurs missions, notamment en matière économique.

D'une durée maximale de 5 jours et fractionnable, cette formation est destinée à permettre aux élus d'appréhender l'environnement juridique du CSE, de mieux saisir ses modalités de fonctionnement, ses attributions et ses moyens. Elle permet également d'appréhender les enjeux juridiques, sociaux et humains des restructurations d'entreprise et le caractère systémique et transversal de la question environnementale afin d'être en mesure de procéder à des arbitrages complexes.



DURÉE : 5 JOURS (35 HEURES) - FRACTIONNABLE



PUBLIC : MEMBRES DU CSE DES ENTREPRISES DE PLUS DE 50 SALARIÉS



PRÉREQUIS : AUCUN PRÉREQUIS EXIGÉ

Objectifs de la formation

- **Connaître** les mécanismes de fonctionnement du Comité
- **Comprendre** la répartition des compétences entre le CSE et ses commissions
- **Apprécier** concrètement l'étendue des missions du CSE
- **Comprendre** la comptabilité du CSE et ses budgets
- **Savoir** utiliser ses budgets, valoriser ses actions et communiquer avec le CSE
- **Appréhender** les attributions juridiques et les leviers d'action du CSE en matière environnementale



Formation Économique des membres du CSE

FONCTIONNEMENT ET ATTRIBUTIONS DU CSE

Programme

Jour 01

1.1 Organisation et fonctionnement du CSE

Fondamentaux de la représentation du personnel

- Introduction
- Représentation élue et représentation syndicale en entreprise

La composition du CSE

- Le CSE : une instance tripartite
- Le bureau du CSE
- Les commissions du CSE et les représentants de proximité

Le fonctionnement du CSE

- Le règlement intérieur du CSE
- La fixation de l'ordre du jour
- Les réunions du CSE
- Le PV du CSE
- Le délit d'entrave

Les moyens du CSE

- Les heures de délégation et la liberté de déplacement
- Les moyens matériels du CSE

L'exercice des mandats et la protection des représentants du personnel

- Principe et étendue de la protection
- Limites de la protection

Quiz

Jour 02

2.1 Les attributions du CSE

Les réclamations individuelles et collectives

- La formulation des réclamations
- Se repérer dans les sources du droit

Les missions du CSE en matière de Santé, sécurité et conditions de travail

L'information / consultation du CSE

- La BDESE
- Principes, articulation, niveaux et modalités des consultations
- Les trois consultations récurrentes
- Les consultations ponctuelles
- Rendre un avis

Le recours à l'expertise

Le CSE comme acteur de la négociation en l'absence de DS

Les alertes du CSE

Quiz

Jour 03

3.1 Le CSE et ses budgets

Les ressources du CSE et sa comptabilité

- Dualité des budgets : subvention de fonctionnement (AEP) et subvention des ASC
- Les obligations comptables du CSE

La gestion du CSE

- Les outils de gestion comptable
- L'utilisation des budgets
- Le cadre fiscal (URSSAF) des activités sociales et culturelles

Les responsabilités légales

- Responsabilité juridique des élus et du CSE
- La gestion des données personnelles des bénéficiaires du CSE (RGPD)

La Communication du CSE

- La communication auprès des salariés
- Supports de communication

Quiz

Jour 04

Les représentants du personnel face aux enjeux environnementaux

4.1 Les causes et les conséquences du changement climatique

Atelier participatif : Fresque du Climat

4.2 Des États aux entreprises : réglementation nationale et internationale en matière de développement durable

4.3 Les apports de la loi Climat et Résilience du 22 août 2021

Les prérogatives environnementales du CSE

L'évolution de la mission du CSE

Les nouvelles règles d'information et de consultation du CSE

La notion de « conséquences environnementales » et ses périmètres

4.4 Débat

Le préjudice écologique

Les moyens alloués au CSE (expertise, formation, BDESE, etc.)

Le droit d'alerte environnemental

Le dialogue social environnemental

4.5 Atelier : les objectifs de développement durable

4.6 Les thématiques de négociation obligatoire en matière environnementale (GPEC, mobilité, rémunération, QVT etc.)

4.7 L'émergence de nouveaux acteurs du dialogue social (commission environnementale, référent environnement, collectif de salariés, etc.)

Cas pratique et Quiz

Jour 05

5.1 5.1 Les restructurations d'entreprise et le rôle du CSE

Les opérations de restructuration

L'information du CSE en cas de restructuration (contenu, délai)

Le recours à une expertise

Les effets d'une restructuration sur le CSE

Les effets d'un transfert sur les statuts individuels et collectifs des salariés

5.2 Le Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE)

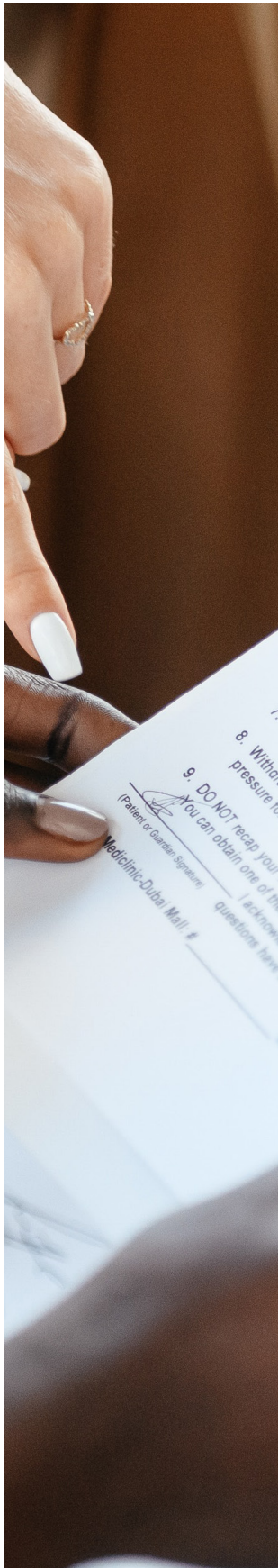
5.3 La Rupture Conventionnelle Collective (RCC)

5.4 Le Plan de Départs Volontaires (PDV)

5.5 L'Accord de Performance Collective (APC)

5.6 Les transferts d'entreprise

Quiz



Méthodes pédagogiques

Méthode transmissive (exposés, apports théoriques, conseils...)

Méthode interrogative (Quiz, QCM...)

Méthode co-active (échange et interactions, jeux de rôle, formalisation d'un plan d'action)

Évaluations

Auto-évaluation sur l'atteinte des objectifs

Évaluation de satisfaction à chaud

ifdsp

institut de formation
en droit social de Paris

01.89.70.87.40
06.66.05.02.53

contact@ifdsp.fr

